



Les 5 organisations syndicales de l'INRAE vous informent du **communiqué de l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse** paru au soir de la 6^{ème} journée de mobilisation interprofessionnelle : « *Le gouvernement doit dès maintenant retirer son projet !* » !

(Voir ci-dessous.)

Les organisations syndicales de l'INRAE, unies depuis le début contre le projet de réforme des retraites, appellent, l'ensemble des collègues à poursuivre eux aussi leur mobilisation, notamment ce samedi 11 mars, et la semaine prochaine, en particulier le 15, jour de la réunion de la commission mixte paritaire entre députés et sénateurs.

En solidarité avec le mouvement qui témoigne de l'amplification de la contestation de ce projet de réforme, et qui se traduit dans certains secteurs par des grèves reconductibles, nos organisations considèrent que l'heure n'est pas à participer à des réunions d'instances INRAE, tant nationales que locales. En effet, le mouvement social est puissant et durable et nous souhaitons exprimer notre désaccord au projet de réforme de la retraite et à la carence de dialogue social dans notre pays. Par conséquent, les élus au CSA national ont demandé à la Direction Générale de l'Institut de reporter le Comité Social d'Administration programmé vendredi 10 mars, en indiquant qu'ils refusaient de siéger. La Direction Générale de l'INRAE a accepté cette demande.

Nous dénonçons l'incapacité du gouvernement à entendre et à traduire dans le concret le rejet massif qui s'exprime dans la population.

INRAE - Contacts syndicats :

cgt@inrae.fr cfdtinra@inrae.fr sudinrae@inrae.fr cftcinrae@inrae.fr fo-esr@inrae.fr



Le gouvernement doit dès maintenant retirer son projet !

([version imprimable de communiqué](#)).

Depuis le 19 janvier, la population se mobilise massivement contre la réforme des retraites. Les différentes journées à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse ont rassemblé des millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s.

Le 16 février, face à l'absence de réponse du gouvernement et du président de la République, l'intersyndicale a appelé à mettre la France à l'arrêt le 7 mars. Elle est forte du soutien des 3/4

de la population et de 94% des actifs qui refusent le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations.

Aujourd'hui encore, ce sont plus de 3 millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, qui se sont mobilisés, par la grève et/ou la manifestation.

C'est une journée historique par l'ampleur de ces grèves et de ces mobilisations. Des milliers d'écoles et de lieux d'études fermés, des entreprises privées, des administrations, et des villes à l'arrêt. Plusieurs centaines de manifestations et d'actions sur l'ensemble du territoire pour demander le retrait du projet de loi retraites.

A ce jour, ces mobilisations énormes conduites par une intersyndicale unie n'ont reçu aucune réponse de la part du gouvernement. Cela ne peut plus durer. Le silence du président de la République constitue un grave problème démocratique qui conduit inévitablement à une situation qui pourrait devenir explosive. En responsabilité, l'intersyndicale adressera un courrier lui demandant à être reçue en urgence pour qu'il retire sa réforme.

C'est forte de cette détermination exprimée aujourd'hui que l'intersyndicale soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement.

L'intersyndicale appelle à se saisir du 8 mars pour pointer la détérioration particulière de la situation des femmes avec ce projet de réforme. L'intersyndicale soutient l'appel spécifique des organisations de jeunesse à se mobiliser jeudi 9 mars et appelle à rejoindre les rassemblements et manifestations, notamment à Paris, place de la République.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle mobilisation interprofessionnelle ce samedi 11 mars puis dès la semaine prochaine, à une journée de manifestations et de grève, le jour de la commission mixte paritaire, moment important du calendrier parlementaire. Elle appelle toute la population à continuer la mobilisation et les actions, encore plus massivement pour dire non à cette réforme injuste et brutale.

Paris, le 7 mars 2023